

Au troisième trimestre 2017, 7 500 logements ont été autorisés en Hauts-de-France, soit 7,2 % de moins qu'au troisième trimestre 2016. Malgré ce repli, la tendance à la hausse sur une année se poursuit. Entre octobre 2016 et septembre 2017, 28 700 logements ont été autorisés, en hausse de 12 % par rapport aux douze mois précédents.

Les mises en chantier augmentent fortement au troisième trimestre 2017. Près de 4 700 logements ont été commencés dans la région, soit une augmentation de 14 % par rapport au troisième trimestre 2016. La reprise des mises en chantier se confirme donc durablement avec plus de 23 900 logements commencés depuis un an, soit une augmentation de 29,2 % par rapport à la même période de l'année précédente

#### Nombre de logements autorisés et commencés

	Nombre de logements	Créations des 3 derniers mois			Créations des 12 derniers mois		
		Total	Variation <sup>(1)</sup>		Total	Variation <sup>(2)</sup>	
			Hauts-de-France	France <sup>(3)</sup>		Hauts-de-France	France <sup>(3)</sup>
Autorisés	Ensemble des logements	7 518	-7,2	9,7	28 656	12,0	12,1
	individuels purs	2 077	-2,7	5,4	8 307	14,8	15,4
	individuels groupés	1 158	24,9	6,9	4 450	12,9	4,4
	collectifs et en résidence	4 283	-15,0	12,2	15 899	10,2	11,9
Commencés	Ensemble des logements	4 659	14,0	11,1	23 911	29,2	17,6
	individuels purs	1 694	10,4	14,3	7 340	16,7	16,8
	individuels groupés	634	2,4	-1,3	3 064	8,3	7,4
	collectifs et en résidence	2 331	20,7	11,4	13 507	43,8	19,8

Source : Dreal Hauts-de-France, Sit@del2, estimations en date réelle à fin septembre 2017

(1) Trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente

(2) Variation des 12 derniers mois par rapport aux 12 mois précédents

(3) Hors Mayotte

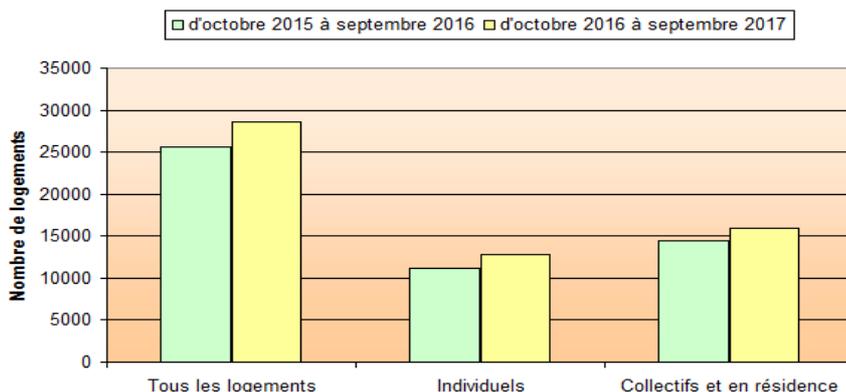


## Ralentissement du nombre de logements autorisés au troisième trimestre 2017

En Hauts-de-France, au troisième trimestre 2017, le nombre de logements autorisés atteint 7 500 unités, soit un recul de 7,2 % par rapport à un deuxième trimestre 2016 qui avait été particulièrement dynamique. Les autorisations de logements individuels groupés s'accroissent (+25 %) mais ne suffisent pas à enrayer la baisse du nombre d'autorisations accordées ce trimestre. Cette diminution est imputable au repli des autorisations de logements collectifs, y compris en résidence (-15 %).

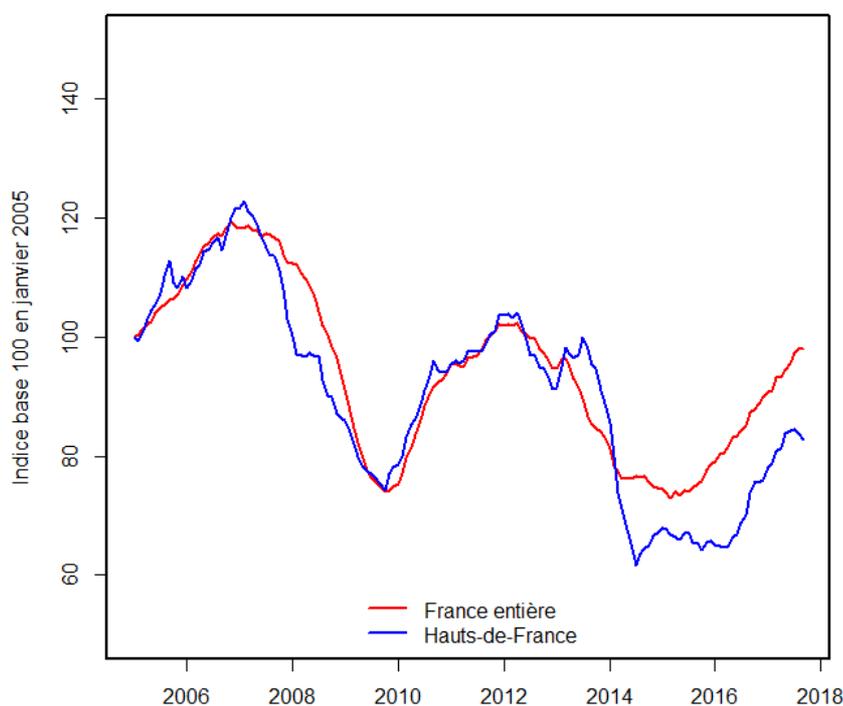
La tendance annuelle reste cependant à la hausse. Cumulé sur douze mois, le nombre d'autorisations atteint 28 700 logements, soit une progression de 12 % par rapport aux douze mois précédents. Sur une année, les autorisations augmentent donc à un rythme identique à celui observé sur l'ensemble du territoire français (hors Mayotte).

**Logements autorisés en Hauts-de-France**



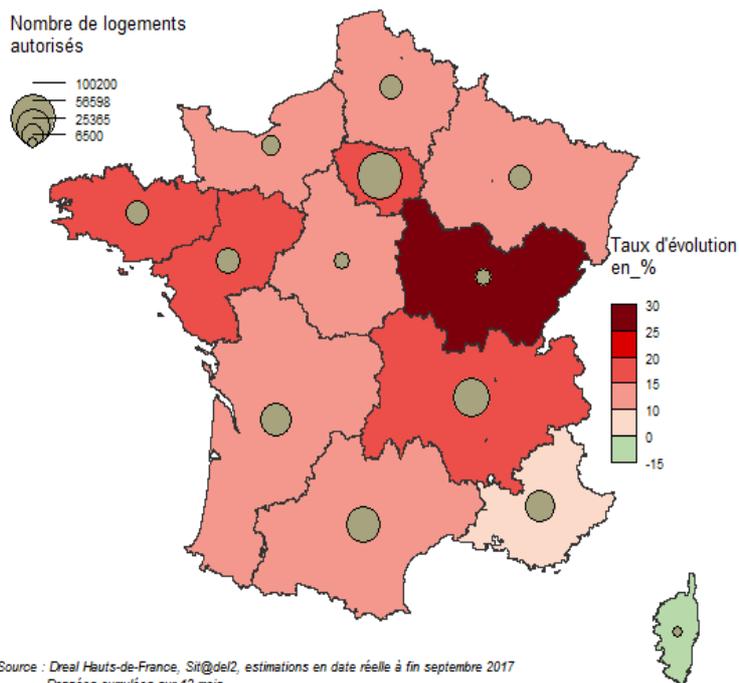
Source : Dreal Hauts-de-France, Sit@del2, estimations en date réelle à fin septembre 2017

**Evolution du nombre de logements autorisés**



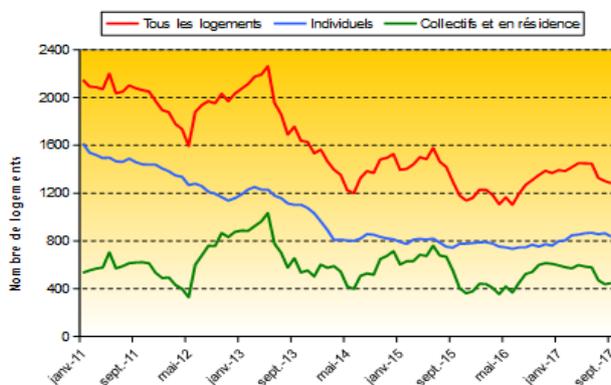
Source : Dreal Hauts-de-France, estimations en date réelle à la fin septembre 2017  
(note : chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois)

## Nombre de logements autorisés

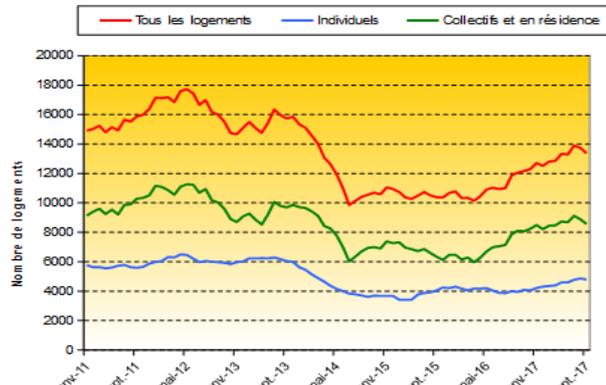


Cette dynamique concerne tous les types de logements, en particulier le logement individuel pur (+14,8 %). Cette évolution est observée dans tous les départements de la région, à l'exception de l'Aisne qui enregistre un recul de 2,1 % du nombre de logements autorisés sur un an. Le département du Nord enregistre une hausse de 12,6 % du nombre d'autorisations. Près de 13 400 logements ont fait l'objet d'une décision favorable, ce département concentre ainsi près de la moitié des nouvelles autorisations de la région. Le rythme de croissance des autorisations dans la Somme (+12,2 %) s'explique par l'essor sensible, depuis plusieurs mois, des autorisations de construction de logements collectifs (+15,7 % sur un an), notamment sur la métropole amiénoise.

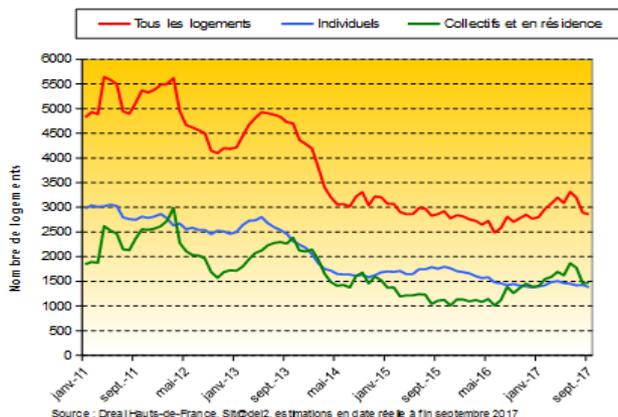
Logements autorisés dans l'Aisne depuis 2011



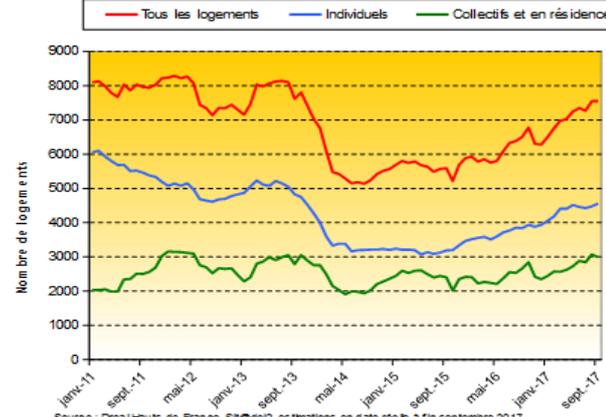
Logements autorisés dans le Nord depuis 2011



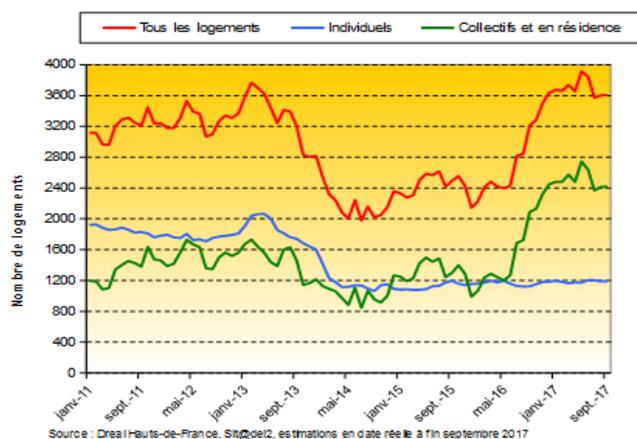
Logements autorisés dans l'Oise depuis 2011



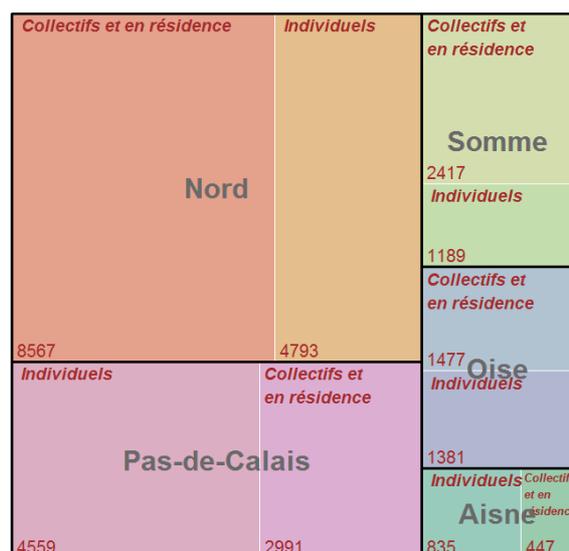
Logements autorisés dans le Pas-de-Calais depuis 2011



Logements autorisés dans la Somme depuis 2011



Nombre de logements autorisés par département et par type de logement



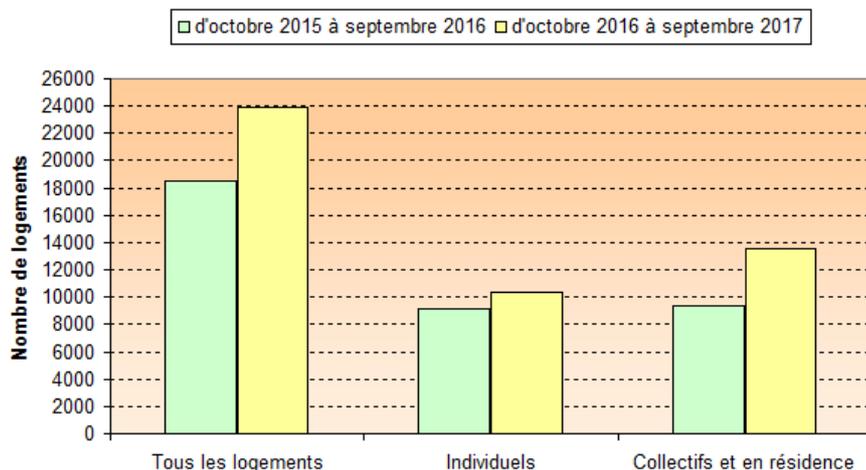
Source : Dreal Hauts-de-France, Sit@del2, estimations en date réelle à fin septembre 2017  
Données cumulées sur 12 mois

## Un rythme toujours soutenu des mises en chantier

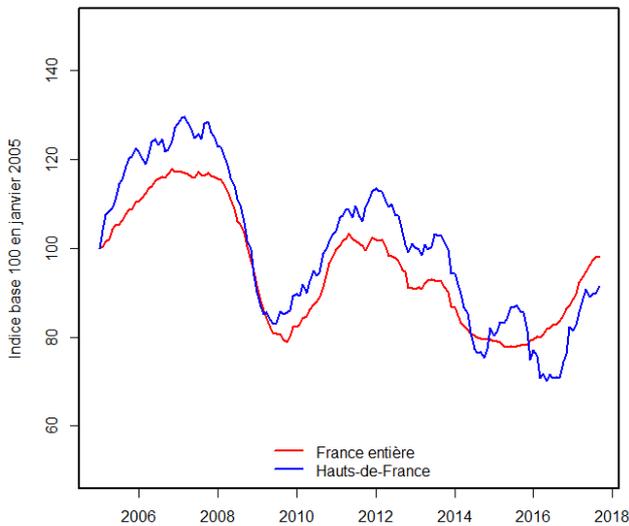
En Hauts-de-France, au troisième trimestre 2017, 4 700 logements ont été commencés, soit une augmentation de 14 % par rapport au troisième trimestre 2016. Au cours du dernier trimestre, les mises en chantier de logements collectifs, y compris en résidence, progressent de 20,7 % par rapport au troisième trimestre 2016. L'activité reprend dans les logements individuels (+8,1 %) après la baisse du troisième 2016 par rapport à celui de 2015 (-4,2 %).

Cumulé sur douze mois, le nombre de mises en chantier atteint 23 900 logements et progresse de 29,2 % par rapport aux douze mois précédents. La région Hauts-de-France est celle où le nombre de logements commencés augmente le plus en France (hors Mayotte). Il convient cependant de relativiser l'importance de la progression de ces mises en chantier qui ne représentent que 5,8 % des mises en chantier de l'ensemble du territoire français.

Logements commencés en Hauts-de-France

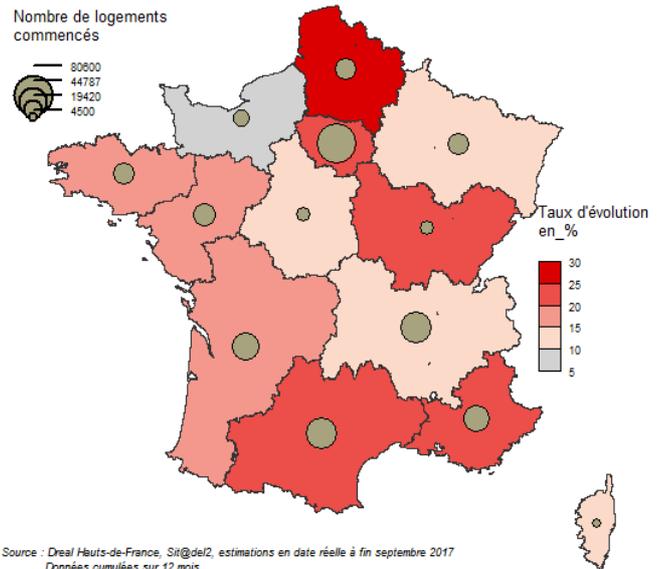


### Evolution du nombre de logements commencés



Source : Dreal Hauts-de-France, estimations en date réelle à la fin septembre 2017  
(note : chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois)

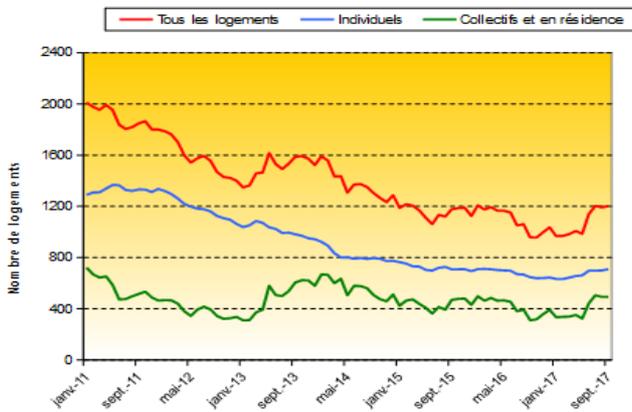
### Nombre de logements commencés



Source : Dreal Hauts-de-France, Sit@del2, estimations en date réelle à la fin septembre 2017  
Données cumulées sur 12 mois

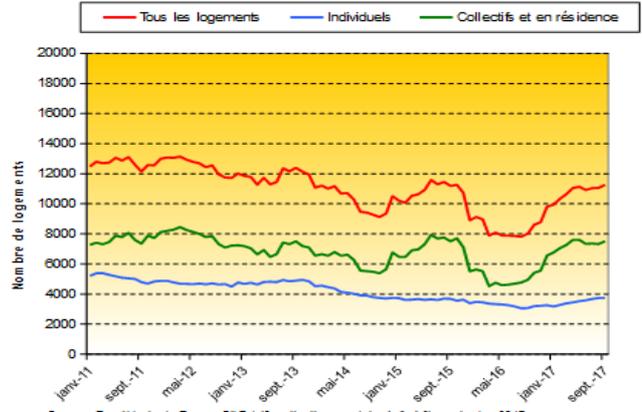
Cette évolution s'observe pour tous les types de logements et tous les départements de la région, mais est particulièrement portée par le marché du collectif (+43,8 %) et le département du Nord (+40,6 %). Ce dernier concentre ainsi plus de 47 % des mises en chantier des Hauts-de-France. Ce département bénéficie d'un nombre important de mises en chantier de logements collectifs dans la métropole lilloise. Au mois de septembre 2017, par exemple, plus de 40 % des mises en chantier de logements collectifs dans ce département ont été localisées dans le périmètre de la Métropole Européenne de Lille<sup>1</sup>.

#### Logements commencés dans l'Aisne depuis 2011



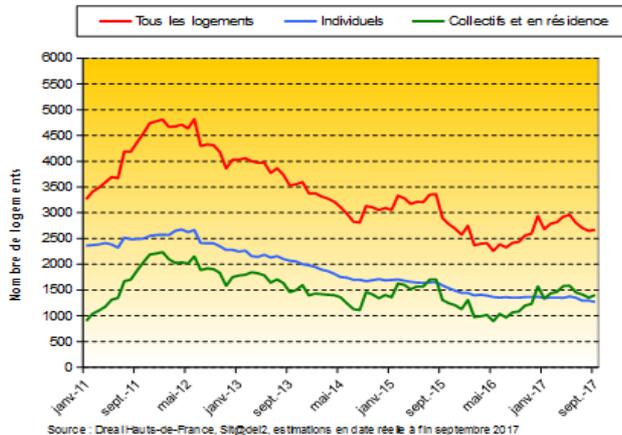
Source : Dreal Hauts-de-France, Sit@del2, estimations en date réelle à la fin septembre 2017

#### Logements commencés dans le Nord depuis 2011



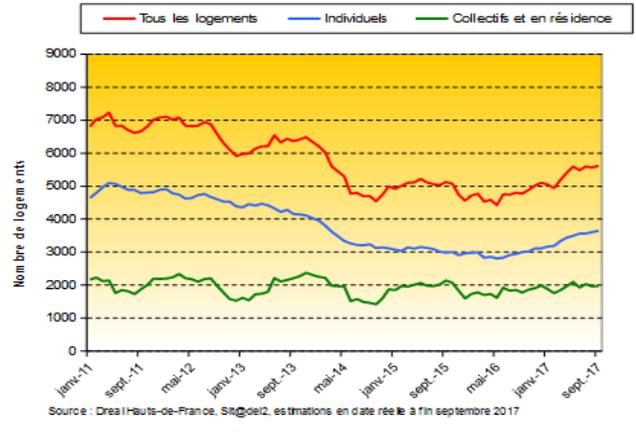
Source : Dreal Hauts-de-France, Sit@del2, estimations en date réelle à la fin septembre 2017

#### Logements commencés dans l'Oise depuis 2011



Source : Dreal Hauts-de-France, Sit@del2, estimations en date réelle à la fin septembre 2017

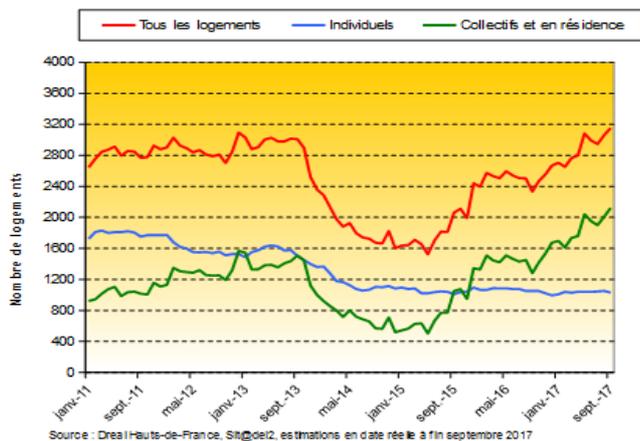
#### Logements commencés dans le Pas-de-Calais depuis 2011



Source : Dreal Hauts-de-France, Sit@del2, estimations en date réelle à la fin septembre 2017

1 Données exprimées en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'évènement est enregistré dans la base de données Sit@del2.

### Logements commencés dans la Somme depuis 2011



### Nombre de logements commencés par département

<i>Collectifs et en résidence</i>	<i>Individuels</i>	<i>Collectifs et en résidence</i>
Nord	3749	Somme
		2123 <i>Individuels</i>
7512	1976	<i>Collectifs et en résidence</i>
<i>Individuels</i>		Oise
Pas-de-Calais	<i>Collectifs et en résidence</i>	1403 <i>Individuels</i>
	3649	1267
		<i>Individuels</i>
		Aisne
		709 <i>Collectifs et en résidence</i>
		493

Source : Dreal Hauts-de-France, Sit@del2, estimations en date réelle à fin septembre 2017  
Données cumulées sur 12 mois

#### Note explicative

Les estimations en date réelle publiées dans ce document sont produites à partir de la base de données Sit@del2, qui rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis accordés) et aux mises en chantier transmises par les services instructeurs (État, collectivités territoriales).

Ces indicateurs, construits par le Service de la donnée et des études statistiques (SDES) du Ministère de la Transition écologique et solidaire visent à améliorer le diagnostic conjoncturel sur la construction de logements. Ils retracent les autorisations et les mises en chantier à la date réelle d'événement. Les estimations de logements mis en chantier corrigent le défaut d'exhaustivité observé dans la remontée des annulations et des déclarations d'ouverture de chantier.

Ces estimations s'appuient sur des méthodes statistiques et économétriques décrites dans la notice méthodologique téléchargeable sur le site du SDES.

Elles distinguent les logements individuels (purs et groupés) et les logements collectifs et en résidence. Les logements en résidence (pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres) en sus du gîte. Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.

Les estimations de la France entière n'intègrent pas le territoire de Mayotte.

Conception – réalisation :

DREAL

Hauts-de-France

Service IDDÉE

Atelier des données

Franck Lequesne

Nicolas Lescastreys

Contacts :

**Franck Lequesne**

tél. : 03 20 40 53 98

[franck.lequesne@developpement-durable.gouv.fr](mailto:franck.lequesne@developpement-durable.gouv.fr)

**Didier Paluch**

tél. : 03 20 40 53 60

[didier.paluch@developpement-durable.gouv.fr](mailto:didier.paluch@developpement-durable.gouv.fr)

Pour en savoir plus :

<http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>

Publication nationale :

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publicationweb/53>

#### Les bulletins de la DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai CS 40259  
59019 LILLE Cedex  
56 rue Jules Barni  
80040 AMIENS Cedex 1

Directeur de la Publication :  
Vincent MOTYKA

courriel de la DREAL :  
[dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr)

ISBN papier : XXXX-XXXX  
ISSN en ligne : 2555-4395